

éditorial ■ éditorial ■ éditorial ■

Tous capables, tous promus collectivement !

Quels buts ? Quels chemins ? Quelles actions ?
Entre idéaux et bricolage au jour le jour.

(Lors d'un regroupement début Juillet à Sonillac dans le Lot, des membres de l'AFL ont réfléchi à une recherche-action provisoirement intitulée Les cinq derniers de la classe, recherche-action par ailleurs objet du dossier de ce présent numéro.)

Le sentiment de piétinement devant la définition de l'objet de recherche, la difficulté inévitable à sortir la promotion collective de la pieuse intention, le retour des interrogations méthodologiques inhérentes à toute recherche, la sensation de fatigue physique post année scolaire et la sensation encore présente d'endosser un habit trop grand pour nous en nous définissant acteur chercheur conduisent aux risques du découragement, de la paralysie, de l'évitement et du « On verra bien après ». Ce serait dommageable pour tous de s'en tenir là !

L'expérience peut-elle éclairer notre lanterne vacillante ? Sera-t-il plus difficile de décliner une pédagogie générale de la promotion collective que d'inventer une pédagogie de la voie directe en lecture ? La recherche à venir sur les « cinq derniers de la classe » saura-t-elle tracer des perspectives claires qui pourraient permettre à la fois d'élever le niveau général (des performances individuelles et collectives), permettre aux enfants de « prendre en mains » leurs affaires, guider les enseignants désireux d'aller au-delà de leurs bonnes intentions et aider à faire accéder les parents à un niveau de conscience supérieure quant aux enjeux éducatifs ? On peut raisonnablement penser que les mêmes doutes ont assailli les membres des recherches précédentes. Savaient-ils qu'ils arriveraient à ce que nous considérons maintenant comme une base incontournable ? Probablement que non !

Reste à inventorier pourquoi ce terrain de la promotion collective est pour le moins desséché : la mémoire ne se serait pas transmise de ce qu'ont dit l'Éducation nouvelle, le mouvement ouvrier, les pédagogues pionniers. Que reste-t-il de ce discours dans la conscience collective des enseignants, des forces politiques se réclamant d'une transformation sociale ? La réussite de tous et de chacun reste un discours obligé encore pour l'instant... Tout comme le mythe d'une école nécessairement libératrice, laïque et républicaine. L'école de la République, répète-on à l'envi ! Il devient impossible d'ajouter un adjectif qualificatif à cet auguste nom comme si l'histoire s'était close. La société déchirée dans l'écrin de la République n'est plus à questionner. Peut-on encore rêver d'une République sociale ?

Quelle marge de manœuvre a encore l'école dans une société où les inégalités se sont creusées depuis 30 ans ?

N'est-elle pas quand même un espace de résistance à l'individualisme, à la marchandisation accélérée des biens collectifs tout en restant un appareil redoutablement efficace de reproduction sociale ?

L'identification des moyens pédagogiques qui la conduisent à sélectionner sur ce qu'elle n'enseigne pas est à actualiser. Les moyens pédagogiques alternatifs mis en œuvre doivent être regardés à la lumière de l'expérience accumulée. Il faut aussi battre le rappel des expériences radicales pour savoir apprécier l'état du débat aujourd'hui.

Autrement dit, nos pratiques pédagogiques, nos discours porteraient ces lourdes contradictions et cette recherche aurait pour but de traquer ces mouvements de balancier, de les rendre conscients au travers du repérage de leurs effets sur les cinq derniers.

Il restera à regarder près de nous, chez les mouvements pédagogiques, dans nos classes, dans celles de nos collègues qui ne sont pas à l'AFL tout ce qui nous semble aller dans le sens d'une promotion collective, entendue comme... Aïe ça se corse, quand nous redescendons au niveau de nos écoles,

de nos classes. On a presque honte d'écrire ce qu'on essaie modestement de faire.

Dure, la définition ! Est-ce la réussite de tous ? Tous premiers de la classe ! Mais alors, quelle instance aura le pouvoir de partager les impétrants entre des statuts et des revenus foncièrement antagoniques ? Qui sera *Rmiste*, chômeur, smicard, flexibilisé, plombier même pas polonais et qui sera médecin, enseignant, rentier et imposé sur la fortune ?

On sait d'expérience que l'école n'a pas ce pouvoir pour l'instant de mordre significativement sur les inégalités sociales en termes de résultat.

Est-ce la réussite selon ses moyens, ses dons... qui caractérise le rapport Thélot et qui curieusement s'adapte si bien à une société inégalitaire dont on n'interroge pas le fonctionnement ? La loi Fillon a encore accentué cette idéologie réactionnaire en renvoyant les difficultés des élèves à des causes individuelles. Éloge des élèves méritants !

Est-ce la prise de conscience commune qu'on ne peut tolérer le sort qui est fait aux dominés et l'appel à la lutte politique ? La période est à la fois critique et sans issue immédiate : confusion assurée. Vigilance et élaboration nécessaires.

Au sein d'un Réseau d'Éducation Prioritaire, ces questions sont d'une actualité brûlante. Les difficultés scolaires et sociales sont massives. Elles affectent par ricochet les enseignants qui y travaillent. Que faire pour penser la difficulté ?

- ♦ Combattre la double peine qui ajoute au fait d'être né scolairement quelque part dans les REP quelques terrifiantes prescriptions parfois inconscientes : puisqu'ils sont en difficulté, réduire la voilure de l'ambition, faire simple, se réfugier dans l'enseignement en oubliant l'apprentissage.

- ♦ Transformer l'aspiration des parents à une école « normale » en une école où ils ont un rôle : à la fois en direction de leurs enfants, à la fois pour eux-mêmes en dépassant leur histoire scolaire pour prendre en compte les enjeux éducatifs.

- ♦ Rechercher toutes les marges de manœuvre possibles pour, à la manière des ostéopathes, rendre de la mobilité éducative à ce qui nous apparaît définitivement figé. Donner des enjeux, des raisons de dépasser « l'individu que je suis ».

- ♦ Rendre aux enfants la part qui leur revient dans la mise en place d'un projet d'école : bien sûr leur demander d'apprendre mais en leur donnant quelques raisons de le faire et les aides méthodologiques nécessaires.

Il faut alors mettre à jour les valeurs qui nous animent, rendre compte de nos choix éducatifs et pédagogiques, négocier non pas le cadre mais le sens et cela dans la durée. C'est le rôle du projet d'école de décliner l'ensemble d'un dispositif qui se veut cohérent...

Mais il y a bien des moments où cette rationalité construite (dont il ne faut surtout pas rougir mais qu'il faut réinterroger inlassablement) rencontre ses limites soit dans un comportement qui « tue », soit dans des résultats scandaleusement mauvais, au-delà du nécessaire. La colère est alors bonne conseillère car elle oblige dans l'instant à verbaliser la déstabilisation, à dire le sens et les limites de nos efforts, à en montrer les enjeux.

Sommes-nous les derniers filtres à une révolte qui ne trouve pas d'expression politique ? Et alors nous participons peu ou prou au maintien de l'ordre social, en assistant, en maintenant un cadre qui ne permet pas aux enfants de conquérir sur eux-mêmes et sur le monde un morceau de pouvoir.

Sommes-nous plutôt inscrits dans un projet d'une humanité en construction, à des places différentes, assumant la contradiction pour tenter d'y apporter une réponse pédagogique et politique ?

Nous devons dire aux enfants, cause de notre colère circonstancielle, que mêmes dominés, la liberté ne peut se conquérir qu'à force d'arrachement sur soi-même et sur les événements.

Qu'il n'y a pas de raccourci pour pouvoir peser sur ceux-là. Que patience n'est pas impuissance. Que prise de conscience n'est pas sublimation oublieuse du motif de la révolte.

Nous sommes responsables de ce que nous faisons faire pendant six heures, quatre fois par semaine et durant 36 semaines aux enfants inscrits « obligatoirement » à l'école.

Bernard CURTET ■■■